

MARCHE DE SERVICES N° MAPA – 2025 - 05

PROCÉDURE ADAPTEE

En application des dispositions des articles R.2123-1 et L.2113-15 et du Code de la commande publique.

**SERVICE DE COORDINATION PEDAGOGIQUE & D'ENSEIGNEMENTS
POUR LE DIPLÔME DE SPECIALISATION ET
D'APPROFONDISSEMENT
MENTION « ARCHITECTURE & PATRIMOINE »**

Ensemble urbains et sites patrimoniaux (Champ 2)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :

Cité de l'architecture et du patrimoine
1, place du Trocadéro et 11 novembre
75116 Paris

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
PREAMBULE – DÉFINITIONS.....	5
ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE.....	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Les parties contractantes	6
1.3 Allotissement du marché.....	6
1.4 Forme du marché.....	6
1.5 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.6 Clause d'insertion sociale.....	7
1.7 Variantes	7
1.8 Tranches.....	7
1.9 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
1.10 Options au sens du droit communautaire – Prestations similaires	7
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
3.1. Suivi des prestations	9
3.2. Lieux et horaires d'exécution des prestations.....	9
3.3. Connaissance des lieux.....	9
3.4. Obligation de confidentialité	10
3.5 Service minimal	11
3.7 Cession de droit à l'image.....	11
3.8 Obligation du Titulaire.....	12
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	12
4.1 Forme du prix.....	12
4.2. Paiement des prix du bordereau de prix unitaire	12
4.3. Contenu des prix du marché	13
4.4. Révision des prix	14
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT DES PRESTATIONS.....	14
5.1 Présentation des demandes de paiement.....	14
5.2 Délai de paiement	14
5.3 Modalités de paiement.....	14
5.4 Modalités de paiement en cas de cotraitance	14
5.5 Versement d'une avance aux titulaires	15
5.6 Acomptes.	15
ARTICLE 6 – CONSTATATION DES PRESTATIONS	15

6. 1 Opérations de vérification	15
6.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet	15
6.2.1 Admission.....	15
6.2.2 Ajournement.....	15
6.2.3 Réfaction.....	16
6.2.4 Rejet.....	16
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE.....	16
7.1 Réexamen en cas de modification ou évolution de la réglementation	16
7.2 Réexamen en cas d'absorption et/ou fusion de la Cité de l'architecture et du patrimoine	17
7.3 Réexamen en cas de cession du marché.....	17
7.4 Réexamen du bordereau de prix unitaire (BPU)	18
ARTICLE 8 : DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS.....	18
8.1 Limitation à la sous-traitance.....	18
8.2 Modalités de désignation	18
ARTICLE 9– GESTION ET SUIVI DU MARCHE.....	20
9.1 Interlocuteurs	20
9.2 Modifications relatives au titulaire.....	20
ARTICLE 10 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE.....	21
ARTICLE 11 – PENALITÉS	21
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNES PERSONNELLES.....	22
ARTICLE 13 – RESILISATION DU MARCHE	23
13.1 Résiliation de plein droit pour évènements liés au marché	23
13.2 Résiliation pour faute.....	23
13.3 Résiliation pour évènement extérieur au marché	24
13.4 Conséquences en cas de résiliation anticipée du marché.....	24
ARTICLE 14 : DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE.....	24
14.1 Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre	24
14.2 Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre	25
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES	25
15.1 Assurances.....	25
15.2 Obligation d'information	25
15.3 Obligation d'information	26
15.4 Obligation de conseil.....	26
15.5 Attestations et certificats	26
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG.....	27
ARTICLE 17 – Contestations et litiges.....	27

17.1 Procédure de règlement amiable des litiges.....	27
17.2 Procédures de recours.....	27

PREAMBULE – DÉFINITIONS

Pouvoir adjudicateur : Cité de l'architecture et du patrimoine – 1, place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 PARIS

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville.

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » désigne la personne qui conclut le marché avec le titulaire, soit en l'espèce la Cité de l'architecture et du patrimoine désigné ci-après « la Cité » ou « pouvoir adjudicateur » ;
- Le « titulaire » et ou « l'attributaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de l'une des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. Cette date, qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à sa date d'engagement. Toutefois, si un nouveau CCAG-PI entrerait en vigueur pendant la période d'exécution du présent marché, il serait alors applicable à partir de son entrée en vigueur.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur la désignation d'un responsable, pour le champ disciplinaire n°2 "Ensembles urbains et sites patrimoniaux" qui fait partie des 5 champs disciplinaires, arrêtés par le comité ministériel de pilotage de la formation en mai 2021, qui composent le cursus :

- **champ 1 : Sciences de la conservation / restauration,**
- **champ 2 : Ensembles urbains et sites patrimoniaux,**
- **champ 3 : Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent,**

- **champ 4 : Théories et doctrines – Atelier de projet,**
- **champ 5 : Économie et gestion de projet.**

Chaque champ disciplinaire comprend, outre les interventions pédagogiques confiées au responsable du champ, d'autres enseignements assurés par des professionnels qui interviennent soit sous contrat à durée déterminée, soit sous contrat ou marché de prestations intellectuelles.

Une précédente consultation à l'automne 2024, portant sur un accord-cadre pluriannuel, a permis d'attribuer des marchés pour les champs 1, 3, 4 et 5.

1.2 Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

Cité de l'architecture et du patrimoine, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 1 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75116 Paris, représentée par Monsieur Julien Bargeton, en qualité de président.

Et, le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par la Cité de l'architecture et du patrimoine et désigné par le présent cahier des clauses administratives particulières par le terme « Titulaire ».

1.3 Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas allotie car il fait suite à la déclaration sans suite du lot 02 : Ensemble urbains et sites patrimoniaux pour le marché MAPA 2024-08 : service de coordination pédagogique & d'enseignements pour le diplôme de spécialisation et d'approfondissement mention « architecture & patrimoine ».

1.4 Forme du marché

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à : 35 000 € HT. **Ce montant maximum est réputé couvrir l'ensemble des prestations attendues par le marché pendant toute la durée maximale de l'accord cadre, défini à l'article 1.5, ci-après.**

1.5 Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une durée ferme allant de sa date de notification jusqu'au 31 août 2025.

Le marché est renouvelable tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an.

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve la possibilité de ne pas procéder à la reconduction du présent marché sans versement d'indemnités à condition de dénoncer l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date de renouvellement du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans ce cas, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité, rémunération, etc...

1.6 Clause d'insertion sociale

Sans objet

1.7 Variantes

Sans objet

1.8 Tranches

Sans objet

1.9 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

1.10 Options au sens du droit communautaire – Prestations similaires

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont énumérées ci-après par ordre de priorité, dont seul l'exemplaire original conservé par la Cité de l'architecture et du patrimoine fait seule foi.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o L'annexe n°1 de l'acte d'engagement « Bordereau de prix Unitaire – BPU – Détail

Quantitatif Estimatif - DQE » ;

- L'annexe n°2 de l'acte d'engagement « Le mémoire technique » ;
- L'annexe n°3 de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité » ;
- L'annexe n°4 de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt » ;
- L'annexe n°5 de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française » ;
- L'annexe n°6 de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Note de présentation du dossier de renouvellement de l'habilitation à délivrer,
 - Annexe 2 : Sommaire référentiel Qualiopi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Pièces générales :

- Le Code de la commande publique,
- Le Code de l'éducation, notamment des articles L611-1 à L857-1,
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Après conclusion, l'accord-cadre pourra éventuellement être modifié par des avenants.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Tout autre document présenté par le prestataire dont les clauses seraient contraires aux pièces particulières sont nulles et non avenues.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations énoncées dans les documents de l'accord-cadre.

Les prestations à réaliser pour le marché devront être effectuées conformément aux prescriptions mentionnées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.1. Suivi des prestations

Le titulaire du marché sera tenu de notifier immédiatement à la Cité de l'architecture et du patrimoine et plus précisément à l'École de Chaillot toute anomalie ou modification importante du fonctionnement survenant au cours de l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 2.1 du CCTP, des réunions de suivi pédagogique du champ seront organisées à compter de la notification du marché, et chaque fois que nécessaire.

Ces réunions auront pour objectif d'assurer un lien régulier entre les titulaires des différents marchés et l'École de Chaillot. A ces occasions les thèmes suivants seront abordés :

- Proposition d'amélioration du DSA et de leurs champs ;
- Participation à la formalisation du contenu pédagogique ;
- Suivi des relations avec les enseignants et des enseignements du champ ;
- Suivi des projets de l'École ;
- Suivi des enseignements propres.

Dans le cadre des enseignements en propre, le titulaire du champ devra assurer un ensemble de cours. L'École s'assure de la conformité de la réalisation des prestations, conformément aux dispositions de l'article 6 du présent CCAP. La réalisation des prestations comprend la réalisation des missions ainsi que la remise des documents dans les délais impartis indiqués par l'École de Chaillot, au moment de l'émission du bon de commande.

3.2. Lieux et horaires d'exécution des prestations

Les horaires et lieux d'exécution des prestations sont définis au préambule du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La Cité se réserve le droit de venir apporter des compléments et/ou des précisions concernant les horaires et lieux d'exécution des prestations en cours d'exécution du marché.

3.3. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux pour l'organisation des missions décrites dans le cadre du présent accord-cadre.

Par conséquent, le titulaire ne pourra jamais se prévaloir de conditions particulières pour se dispenser d'exécuter toutes ses missions ou prétendre à une rémunération supplémentaire.

Dans le cadre de l'accord-cadre les cours peuvent avoir lieu à l'École de Chaillot, située au 1 place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 Paris, en visio-conférence ou sur le site d'étude, qui change pour chaque promotion et s'inscrit dans les deux années du cursus. Des visites de sites ou de chantiers peuvent également être organisés à l'initiative du Titulaire ou des enseignants.

3.4. Obligation de confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur prestation.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a reçu de la Cité de l'architecture et du patrimoine et plus particulièrement de l'Ecole de Chaillot, communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit, sans délai, avertir la Cité de l'architecture et du patrimoine et plus précisément l'Ecole de Chaillot, de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

Cette obligation s'étend même après l'expiration de l'accord-cadre, et pour une durée indéterminée.

3.5 Service minimal

Le Titulaire devra prendre toutes dispositions utiles pour garantir la continuité des prestations.

Le Titulaire s'engage à exécuter, obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

3.6 Propriété intellectuelle

En application des dispositions de l'article 35 du CCAG PI , la Cité de l'architecture et du patrimoine et plus particulièrement l'Ecole de Chaillot, est seule propriétaire du résultat des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre. Il est entendu que les titulaires cèdent gracieusement à la Cité de l'architecture et du patrimoine, l'ensemble des droits patrimoniaux en lien avec l'accord-cadre. Les droits patrimoniaux sont cédés au fur et à mesure de la réalisation du marché et de la production des synthèses, compte-rendu, tableaux, argumentaires, support de cours, « polycopié », support de travaux dirigés, sujet d'examen et corrigés, etc... Pour la durée légale de protection des droits d'auteur et pour le monde entier.

Le titulaire du marché reste propriétaire des droits moraux afférents à l'accord-cadre.

3.7 Cession de droit à l'image

Le titulaire autorise la Cité de l'architecture et du patrimoine et plus particulièrement l'Ecole de Chaillot, pour toute la durée de l'accord-cadre, à utiliser son image et / ou sa voix, notamment à enregistrer, diffuser, exploiter, celle-ci lors de l'événement, par fixation, reproduction et/ou représentation, de celles-ci dans le cadre des prestations décrites au CCTP de l'accord-cadre. L'usage se fait à des fins pédagogiques, de recherche, culturelles, scientifiques ou historiques sur tous types de support connus ou inconnus à ce jour.

La cession permet à la Cité de l'architecture et du patrimoine, notamment, de capter l'image de l'enseignant dans le cadre des cours magistraux dispensé dans le cadre des prestations. Ces cours seront diffusés aux élèves ainsi qu'aux auditeurs de la formation, et ils seront accessibles sur la plateforme de l'École.

L'autorisation prend effet à date de notification de l'accord-cadre et est consentie pour la durée totale de ce dernier. Elle est conférée à titre gratuit et sans contrepartie. La Cité de l'architecture et du patrimoine disposera de toute liberté dans le choix des images et / ou des voix, des montages et des coupes éventuelles sous réserve des exclusions suivantes ;

- Des exploitations sortant du cadre et/ou du contexte du présent accord-cadre ;
- Des exploitations susceptibles de porter atteintes à la réputation ou sur tout support à caractères pornographiques, raciste, xénophobe ou toute autre exploitation préjudiciable.

3.8 Obligation du Titulaire

Le Titulaire s'engage envers la Cité de l'architecture et du patrimoine à exécuter les prestations liées à cet accord-cadre sans aucune réserve et sans omettre aucune irrégularité.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement les lieux et installations, objets du présent accord-cadre.

En conséquence, il renonce à faire état de difficultés au moment de la prise en charge de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées telle que l'exécution de travaux de bâtiment à titre d'exemple.

Le Titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour remédier, sans délai, à toute insuffisance ou irrégularité des prestations qui lui serait signalée par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

D'autre part, il s'engage à prévenir immédiatement la Cité de l'architecture et du patrimoine par écrit, de toute interruption du service, même partielle ou momentanée, pour quelque cause que ce soit, ne lui ayant pas permis d'exécuter les prestations dans les conditions fixées par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le Titulaire sera toujours directement responsable, tant envers la Cité de l'architecture et du patrimoine, qu'envers les étudiants, des dommages de toute nature (accidents corporels, détériorations, vols, etc....) qui pourraient survenir du fait de son manquement à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Forme du prix

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande selon les prix indiqués au bordereau de prix unitaire (Annexe 1 de l'acte d'engagement), conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 35 000 € HT,

Ce montant maximum cité ci-avant sera exécuté tout au long de la durée maximale de l'accord-cadre fixé à l'article 1.5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et couvre l'ensemble des besoins de cette période

4.2. Paiement des prix du bordereau de prix unitaire

Les bons de commande sont établis par la Cité de l'Architecture et du patrimoine après l'établissement d'un devis par le titulaire, suivant le bordereau des prix unitaires (BPU) du

marché. Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Dès réception d'une nouvelle commande, le titulaire émet un accusé de réception. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la Cité dans un délai de quarante-huit heures (48) heures ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En l'absence de réserves exprimées par le titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

Si le titulaire propose un nouveau délai, le bon de commande devient définitif à l'issue de ce délai, sauf si la Cité de l'architecture et du patrimoine exprime son désaccord dans un délai de quinze jours. Dans ce dernier cas, le désaccord vaut annulation du bon de commande. Toutefois, la Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve le droit de maintenir le délai d'origine si la demande de nouveau délai ne lui paraît pas fondée.

Annulation de commande : à titre très exceptionnel et hors cas de force majeure ou défaillance du titulaire, la Cité de l'architecture et du patrimoine est susceptible d'annuler une prestation après émission du bon de commande réceptionné par le titulaire. Dans cette hypothèse, le titulaire se verra uniquement rembourser les frais engagés et la marge bénéficiaire éventuellement perdue, sur présentation obligatoire de l'ensemble des justificatifs. Le titulaire est informé que la Cité de l'architecture et du patrimoine ne procèdera nullement au remboursement du montant total de la commande.

4.3. Contenu des prix du marché

Les prix sont réputés tenir compte de l'ensemble des prescriptions décrites au CCAP et au CCTP

Le prix est établi sur la base des conditions économiques du mois zéro à savoir : **mars 2025**.

Le prix comprend :

- L'ensemble des prestations décrites au CCAP et au CCTP sans aucune exception ;
- Les temps de réunions ;
- Les frais d'établissement des différents documents demandés au présent marché ;
- Et toutes les sujétions en lien avec les stipulations du marché.

Et d'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les missions, l'assurance, le déplacement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.4. Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT DES PRESTATIONS

Le paiement des prestations interviendra après service fait.

5.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes à la prestation seront établies par les titulaires. Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

Les factures seront déposées par les titulaires sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Informations nécessaires lors du dépôt dans la section « Destinataire de la facture » :

SIRET : 478 184 906 00012

Code service : CITE_ARCHITECTURE_PATRIMOINE

Outre les mentions légales, les factures mentionneront :

- le numéro du marché
- le détail de la prestation réalisée

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la Cité n'est pas responsable du fonctionnement de Chorus Pro et qu'il fait son affaire des informations périodiques sur la plateforme sans que la responsabilité de la Cité ne puisse être recherchée.

5.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de soixante (60) jours à compter de la réception de la demande de paiement, conformément à l'article R. 2192-11-2° du Code de la commande publique.

5.3 Modalités de paiement

Les règlements sont effectués par virement.

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service financier et fournir le RIB correspondant.

5.4 Modalités de paiement en cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement

solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

5.5 Versement d'une avance aux titulaires

Sans objet

5.6 Acomptes.

Sans objet

ARTICLE 6 – CONSTATATION DES PRESTATIONS

6. 1 Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives dans les conditions du chapitre 5 du CCAG-PI.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues au CCTP et selon les usages et les pratiques de la formation professionnelle.

Ces vérifications ont pour objet de permettre à la Cité de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

6.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue des opérations de vérification, la Cité prend, dans un délai de quinze (15) jours, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si la Cité ne notifie pas sa décision dans ce délai, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

6.2.1 Admission

La Cité prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de la Cité, ou à l'expiration du délai de quinze (15) jours en cas d'admission tacite.

6.2.2 Ajournement

Lorsque la Cité estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la Cité, les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la Cité a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles ci-après, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par la Cité au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la Cité dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

6.2.3 Réfaction

Lorsque la Cité estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

La réfaction ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la Cité dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, la Cité est réputée avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

6.2.4 Rejet

Lorsque la Cité estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée.

Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations prévues par le marché.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen.

7.1 Réexamen en cas de modification ou évolution de la réglementation

Les conditions d'exécution ou étendue des prestations pourront être revues en cas de modification ou évolution de la réglementation nécessitant l'adaptation des clauses du marché, compris les modifications de législation fiscale. Le cas échéant, les prix pourront être revus en conséquence.

7.2 Réexamen en cas d'absorption et/ou fusion de la Cité de l'architecture et du patrimoine

Un changement de statut de la Cité de l'architecture et du patrimoine pouvant intervenir à la suite d'opération de « fusion-absorption » de la structure : transformation de statut juridique, fusion avec un autre établissement...

Dans ce cas le marché est repris par le nouveau pouvoir adjudicateur. La cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le concessionnaire qui constitue, pour le Titulaire, son nouveau pouvoir adjudicateur, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent marché.

La modification fera l'objet d'un accord écrit sur la poursuite de l'exécution du marché comportant les signatures du représentant du nouveau pouvoir adjudicateur et du titulaire.

7.3 Réexamen en cas de cession du marché

Pour l'application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, la cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le concessionnaire qui constitue son nouveau titulaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent marché.

Un changement de titulaire pourra intervenir à la suite d'opération de « restructuration » de société : rachat, fusion, acquisition ou encore l'insolvabilité. Celle-ci est assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitative initialement établis, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles au marché et ne vise pas à se soustraire aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le « nouveau » Titulaire doit remplir les conditions fixées par la Cité de l'architecture et du patrimoine pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

La Cité de l'architecture et du patrimoine ne se prononcera sur la demande de cession qu'après avoir obtenu les documents nécessaires au contrôle de la situation juridique de la société au regard des obligations pour tout titulaire d'un marché public, et des garanties professionnelles et financières du nouveau titulaire au vu des exigences lors de la passation du marché.

Ainsi la possibilité de céder le marché requiert l'autorisation préalable dûment écrite de la Cité de l'architecture et du patrimoine. A défaut, la cession est inopposable à la Cité de l'architecture et du patrimoine dans le cas de refus d'autorisation. L'exécution de la cession n'engage alors que la responsabilité du Titulaire du marché.

En cas de refus d'autorisation de la Cité de l'architecture et du patrimoine, la cession lui est inopposable. Ainsi, le titulaire du marché reste seul responsable de son exécution. De plus, aucun lien ne peut naître entre la Cité de l'architecture et du patrimoine et le cessionnaire en principe. En cas de cession non autorisée, le Titulaire risque la résiliation pour faute du marché.

La modification fera l'objet d'un accord écrit sur la poursuite de l'exécution du marché les signatures du représentant de la Cité de l'architecture et du patrimoine, du cessionnaire et du cédant.

7.4 Réexamen du bordereau de prix unitaire (BPU)

Compte tenu du caractère évolutif des prestations objet du présent accord-cadre, il est nécessaire que des prestations qui ne figuraient pas dans le BPU de l'accord-cadre initial, puisse y être introduits.

En conséquence, il est prévu la présente clause de réexamen.

Les lignes (articles) du BPU peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

- Soit parce qu'elles viennent en remplacement de prestations qui n'existent plus ;
- Soit parce que des besoins (prestations) qui n'existaient pas ou n'avaient pas été identifiés lors de la conclusion du marché, sont devenus nécessaires à l'exécution du marché.

En outre, au cours de l'accord-cadre des prestations peuvent ne plus présenter d'intérêt. De même dans le cas de la disparition ou changement du besoin. Ces prestations peuvent être retirés.

Pour ces prestations dont le prix n'existe pas au marché, le montant sera établi sur la base d'un devis proposé par le Titulaire, dans les huit (8) jours suivant la demande de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Après acceptation ces prix seront intégrés à l'accord-cadre

Les modifications apportées à l'accord-cadre feront l'objet d'un accord des deux parties sous la forme d'un avenant signé et notifié au titulaire pour devenir contractuelles.

ARTICLE 8 : DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter partiellement l'exécution de certaines prestations du marché sous réserves d'agrément préalable de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Il est expressément indiqué que la sous-traitance du second rang est interdite.

8.1 Limitation à la sous-traitance

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance : **les prestations portant sur la coordination du champ.**

8.2 Modalités de désignation

L'intervention d'un sous-traitant est subordonnée à son agrément et à l'acceptation de ses conditions de paiement par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le titulaire du présent marché est habilité à sous-traiter certaines de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant pourra être réalisée à l'aide du document DC4 disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus du document DC4 :
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
 - Au titre des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, le chiffre d'affaire des 3 derniers exercices, ses moyens humains et matériels, et ses références pour des services similaires datant de moins de 3 ans.
- Après le dépôt de l'offre, le titulaire doit adresser au moins 15 jours avant la date de début d'intervention du sous-traitant, un dossier de demande comprenant les pièces suivantes :
 - L'acte spécial (formulaire DC4) mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance ;
 - Les modalités de règlement de ces sommes ;
 - Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.
 - Au titre des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, le chiffre d'affaire des 3 derniers exercices, ses moyens humains et matériels, et ses références pour des prestations de services similaires datant de moins de 5 ans ;
 - Attestations d'assurances du sous-traitant ;
 - Un RIB ;
 - Attestation sur l'honneur du sous-traitant certifiant que l'ensemble de ses salariés effectuant le travail sont employés de façon régulière au regard du code du travail ;
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
 - Attestation de mise à jour des cotisations d'URSSAF et congés payés ;
 - Facultatif : Certificat de qualification ou autres justificatifs équivalents.

La sous-traitance indirecte ne sera acceptée que si le titulaire principal concerné fait la démonstration qu'elle est absolument nécessaire du point de vue technique.

En cas de sous-traitance indirecte, le titulaire doit adresser au représentant du pouvoir adjudicateur, qui en accuse réception, une copie de la caution personnelle et solidaire délivrée au sous-traitant indirect.

Toute sous-traitance occulte expose le titulaire à l'application des mesures suivantes :

- Mise en régie à ses frais et risques ;
- Résiliation du marché sans indemnité.

ARTICLE 9– GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

9.1 Interlocuteurs

Le titulaire du marché désigne dans l'annexe n°4 de l'acte d'engagement, un interlocuteur dédié en charge du suivi et de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les interlocuteurs pour la Cité peuvent être joints aux adresses suivantes :

- Ecole de Chaillot dsa@citedelarchitecture.fr
Le directeur de l'École de Chaillot : Jean-Marc Zuretti,
la directrice des études : Caroline Dujon Attali.
- Service juridique : marches.publics@citedelarchitecture.fr

9.2 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, en informer par écrit les interlocuteurs indiqués à l'article 9.1 ci-dessus et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cessions d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, les titulaires doivent impérativement en informer par écrit, dans les plus brefs délais, la personne chargée des marchés publics de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Prenant acte de cette demande de transfert, la Cité de l'architecture et du patrimoine procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. Un relevé d'identité bancaire (RIB) devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera, le cas échéant, l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché en cours au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la Cité de l'architecture et du patrimoine procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

La Cité n'est, en tout état de cause, pas tenue d'accepter la modification du marché et pourra y mettre fin.

ARTICLE 10 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1^{er} de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021, le titulaire du présent marché s'engage à respecter et faire respecter, par l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires intervenant dans le cadre de l'exécution du marché, les principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité et ce, tout au long de l'exécution du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'assurera en particulier que lui et l'ensemble de ses intervenants :

- S'abstiennent notamment de toute manifestation de leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égalitaire toutes personnes ;
- Respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

ARTICLE 11 – PENALITÉS

Des pénalités sont applicables au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure et d'une façon générale lorsqu'elles résultent des actes tels que vandalisme, malveillance ou utilisation non conforme, et à condition que ces actes ne relèvent pas d'une action ou d'une défaillance du titulaire.

Le montant des pénalités sera automatiquement déduit de la prochaine facture du titulaire par les services de la Cité.

Les pénalités se calculent soit par l'application des formules définies dans le tableau de pénalités, soit par la multiplication du nombre de points par la valeur du point P0.

Les pénalités sont révisables dans les mêmes termes que les prix du marché

La valeur du point de pénalité applicable est de : $P0 = 100 \text{ €HT}$.

En cas de refus par la Cité de l'architecture et du patrimoine d'une prestation non conforme, le titulaire pourra se voir opposer un rejet des prestations, dans les conditions de l'article 6.2.4 ci-avant. Dans cette hypothèse, les pénalités appliquées commenceront à compter de l'heure de début d'exécution jusqu'à l'heure d'une prestation conforme.

Si la prestation non conforme est acceptée par la Cité de l'architecture et du patrimoine, une réfaction forfaitaire de vingt pour cent (20%) sur le montant hors taxes de la prestation non-conforme sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

Il est entendu que toutes les pénalités décrites ci-dessus, dans le présent marché, sont cumulables entre elles.

Autres pénalités :

Objet	Pénalité en € HT
Non-respect des engagements ou éléments mentionnés dans le mémoire technique par le titulaire	50€HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Pénalités pour retard ou pour départ avant la fin de la prestation	150€ HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Pénalités pour absence non-justifié	150€ HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Absence de diffusion de documents fiscaux périodique	300€ HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Absence de diffusion périodique de la liste nominative des travailleurs étrangers	300€ HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	200 € HT par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant du marché et 75 000,00 euros et/ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire.
Non-respect des principes de la République	500 € HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Non-respect des dispositions relatives à la confidentialité des données	1000 € HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNES PERSONNELLES

Le titulaire qui reçoit communication d'informations, documents ou données, dans le cadre de l'exécution du présent marché est tenu de maintenir confidentielle ces informations.

Les supports informatiques fournis par la Cité de l'architecture et du patrimoine et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultants de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'organisme.

Ces données, documents ou objets ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles spécifiées au marché.

Ces données, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la Cité de l'architecture et du patrimoine, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître dans le cadre de l'exécution de ce marché. Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer d'information confidentielle qui pourrait lui parvenir sans autorisation préalable de l'organisme.

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des données et fichiers communiqués est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des données à caractère personnel (« réglementation Informatique et libertés »).

En cas de non-respect par le Titulaire de ces obligations et/ou des clauses de sous-traitance « Protection des données personnelles » et indépendamment des sanctions encourues, la Cité de l'architecture et du patrimoine peut résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit, pour le Titulaire.

Cette obligation s'applique à tous les collaborateurs du Titulaire.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 13 – RESILISATION DU MARCHE

13.1 Résiliation de plein droit pour événements liés au marché

En complément des dispositions de l'article 38 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, il s'engage à avertir immédiatement la Cité de l'architecture et du patrimoine de tout événement de force majeure l'affectant et à tout mettre en œuvre pour que cesse ce dernier. Au cas où cet événement perdurerait au-delà de 15 (quinze) jours ouvrés après la date de début des prestations, la Cité de l'architecture et du patrimoine pourra mettre fin à l'accord-cadre, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

13.2 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements, fournis par le titulaire, relatifs à ceux mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces, ou en cas d'inexécution fautive par le titulaire, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, les prestations pourront être exécutées à ses frais et risques.

Le titulaire encourra la résiliation du marché à l'issue d'une période d'un (1) mois à partir de la mise en demeure présentée par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

En complément de l'article 41 du CCAG-PI, la Cité se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs de l'attributaire dans le cas de trois mauvaises exécutions d'une prestation ayant entraîné un rejet à la suite des opérations de vérification. De même, la Cité se réserve également le droit de résilier l'accord-cadre dans les mêmes conditions, dans le cas de trois absences d'exécutions d'une prestation.

Le titulaire encourt la résiliation de son accord-cadre, aux torts exclusifs de l'attributaire, en cas de faute grave relevant, par exemple, d'un acte de violence ; du harcèlement morale ou sexuel ; d'un manquement grave au devoir de réserve ; d'un comportement inapproprié vis-à-vis des membres des personnels de la Cité ou des étudiants de l'Ecole de Chaillot; etc. Le titulaire encourt la résiliation de son accord-cadre, aux torts exclusifs de l'attributaire, en cas de faute lourde également.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être engagées contre l'attributaire. Pour

13.3 Résiliation pour évènement extérieur au marché

Il est fait application de l'article 39 du CCAG-PI.

13.4 Conséquences en cas de résiliation anticipée du marché

En cas de résiliation anticipée la Cité de l'architecture pourra exiger de l'attributaire, aux frais de ce dernier :

- l'exécution des prestations non achevée ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires.

En pareille hypothèse, la Cité de l'architecture et du patrimoine en informe l'attributaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par l'attributaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

14.1 Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations suivantes :

- L'attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- Tout document garantissant l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

14.2 Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre

Tous les ans, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- L'attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;
- Les attestations d'assurances mentionnées au présent article 15.1 du présent C.C.A.P.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'adresse suivante:

<http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cité de l'architecture et du patrimoine et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire devra justifier qu'il est titulaire de cette assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cité de l'architecture et du patrimoine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Cité de l'architecture et du patrimoine les modifications survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À sa domiciliation bancaire ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de la Cité de l'architecture et du patrimoine dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

15.3 Obligation d'information

Les intervenants du titulaire sont tenus au secret professionnel défini à l'article L. 211-3 du code du patrimoine et par l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La Cité de l'architecture et du patrimoine pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

15.4 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

15.5 Attestations et certificats

Le titulaire de l'accord-cadre garantit les moyens humains adaptés (capacités professionnelles et qualifications métier) et dimensionnés pour l'exécution des prestations de manière à assurer le bon déroulement des prestations décrites dans les documents du marché.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Les dérogations apportées aux articles du CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, annexé à l'arrêté du 30 mars 2021, par les articles du présent CCAP sont les suivantes :

- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du C.C.A.G PI
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI ;

ARTICLE 17 – Contestations et litiges

17.1 Procédure de règlement amiable des litiges

Afin de trouver une solution à toutes difficultés, litiges, contestations qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent marché. Les parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours, les parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle

17.2 Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy ,75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01 44 49 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
